

Retraites : les défendre, certes, mais défendre quoi ?

Dans quelques jours, neuf exactement, les confédérations syndicales de salariés descendront toutes dans la rue. Elles appellent à la grève, pour la défense des retraites !

En apparence, l'unité d'action sera réalisée. Et en réalité qu'en sera-t-il ? En réalité, la discorde persiste.

Les uns, la CGT-F0, réaffirmant la revendication du « retrait du plan du gouvernement en matière de retraite » et que « quarante ans de cotisation c'est déjà trop ! » ; les autres, la CFDT, entraînant toutes les autres centrales dans leur sillage, considérant que la position des premiers est utopique ou contraire au terrible verdict d'airain de la démographie et du vieillissement de la population.

En d'autres termes, il y aura deux manifestations en une.

Vous vous demanderez comme moi, qui irai manifester le 7 septembre, pourquoi vais-je descendre dans la rue, pour y faire du surplace pendant trois à quatre heures ? En effet, de quoi s'agira-t-il :

□ De battre en retraite sans le dire, en servant de piétaille et de caisse de résonance à une opération para électorale anti Sarkozy.

□ D'afficher un radicalisme de mots d'ordre et de façade, déconnecté de ses moyens, -à savoir : créer les conditions organisées d'une action de grève de masse, d'un nouveau mai-juin 36 ou d'un mai-juin 68-, radicalisme verbal qui ne met présentement pas en cause, lui non plus, les véritables architectes des attaques contre le niveau des pensions et l'âge de départ en retraite.

Les uns et les autres nous disent beaucoup de choses. Même de tout à fait justes, concernant la production des richesses dans vingt ans, concernant la productivité moyenne du travail social devenu parfaitement capable de faire vivre, avec un même niveau de ressource qu'aujourd'hui, les salariés devenus

retraités au même âge.

Mais les uns et les autres ne nous disent pas : qu'il y a un continuum entre les mesures déjà prises en Grande Bretagne par le New Labour- Party -bénéficiant d'une étrange bonne volonté des successifs congrès des Trade Union, tout à leur cheval de bataille favori : la lutte contre le méchant sionisme- et celles mises en œuvre par Angéla Merkel.

Ce continuum, j'ai eu l'occasion de l'indiquer ici dans un précédent article, a pour fondement et balise l'objectif stratégique fixé pour 2050 par les collègues d'experts officiant dans le cadre de la MOC (la méthode ouverte de convergence) qui est le mode de fonctionnement des institutions bureaucratiques de l'Union dite européenne.

Pour rappeler les enjeux, il s'agit de généraliser à tous les pays européens ce que la Banque mondiale a commencé à mettre en chantier dans les trois pays baltes devenus membre de l'union européenne, à savoir : des retraites désormais fondées sur trois piliers.

Le premier pilier étant un système par répartition, obligatoire, et formant comme une sorte de RMI retraite généralisé.

Le second pilier étant un fond de pension obligatoire, et le troisième pilier un fond de pension facultatif.

Dans le cadre de ce choix stratégique préétabli par la Banque mondiale, accepté par son auxiliaire la Commission européenne flanquée de sa nombreuse domesticité (les experts es MOC, les « députés » européens droites et gauches et gauches extrêmes, les gouvernements gauche-droite ou droite-gauche de moins en moins nationaux, les partis et les appareils syndicaux inféodés au système et à ses choix stratégiques), les choix des gouvernements et les différences des alternances politiques consisteront à choisir les rythmes, l'habillage pour présenter la chose et les étapes pour réaliser l'objectif unique.

Pour dire les choses autrement : les dés sont pipés. L'objectif de nouveaux mai- juin 36 ou mai- juin 68 n'est pas dans les besaces de nos chefs syndicaux et bien évidemment

encore moins dans celles de nos oppositions dites de gauche. Surtout en France, où les têtes pensantes qui aspirent à évincer Nicolas Sarkozy pour s'en aller dormir à l'Élysée, sont toutes et tous de pesantes têtes de champions de l'ordre maastrichtien, cet ordre qui a produit ces choix en matière de retraites et que décline le gouvernement français actuel et son chef élyséen.

Est-ce que cela veut dire que tout se produira automatiquement, comme un mécanisme bien huilé ?

L'histoire montre qu'elle a de la ressource et que les 60 à 70% de Français qui souhaitent un changement politique mais ne s'attendent à rien de mieux de la « gauche » (et dans la gauche, il faut inclure le PS bien sur, mais aussi toutes ses annexes- verts de toutes nuances-, le PG, les débris stériles du stalinisme et les variétés du « trotskisme ») peuvent produire des phénomènes inattendus. Qu'on se souvienne de la revanche populaire sur le consensus maastrichtien des appareils politiques et des médias, lors du vote de rejet massif du traité constitutionnel européen.

Il y a là une présente contradiction majeure.

Mais il en est dans le domaine des relations sociales comme dans celui de la tectonique des plaques....

Alon Gilad